

**Naim Kattan
Prix Athanase-
David 2004**

Page 2

Basket-ball : c'est reparti!

Page 3

**L'évolution revisitée
par Luc-Alain Giraldeau**

Page 12



Le journal de
l'Université du Québec
à Montréal



Volume XXXI

Numéro 6

15 novembre 2004

À la recherche de... Réjean Ducharme

Claude Gauvreau

Si le grand romancier français Marcel Proust était à la recherche du temps perdu, Petr Vurm, lui, est fasciné par l'écrivain québécois Réjean Ducharme. Grand, mince, le regard perçant, Petr Vurm, 29 ans, est le premier étudiant tchèque à venir faire un séjour de recherche dans une université québécoise et son choix s'est arrêté sur l'UQAM et son département d'études littéraires.

Le projet de recherche du jeune étudiant tchèque s'intitule *À la recherche de la créativité de Réjean Ducharme* et consiste en un essai d'interprétation de deux romans du mystérieux auteur québécois. Petr travaillera également à la réalisation d'un CD-ROM encyclopédique portant sur ces ouvrages et comportant des logiciels d'analyse textuelle à des fins critiques, didactiques et de traduction.

Docteur à l'Université Masaryk en République tchèque, Petr Vurm est le lauréat 2004 de la Bourse d'excellence Gaston-Miron d'une valeur de 5 000 \$, visant à permettre à un jeune chercheur étranger de venir au Québec parfaire ses connaissances sur un sujet de littérature québécoise. Cette année, le jury de l'Association internationale des études québécoises avait reçu des candidatures en provenance d'une douzaine de pays, principalement d'Europe mais aussi d'Afrique et d'Asie.

Un Tchèque francophile

«Je suis né à Brno, la deuxième plus grande ville de la République tchèque où se trouve l'Université Masaryk fréquentée par quelques milliers d'étudiants. Beaucoup de gens ignorent qu'un Centre d'études canadiennes y a été créé en 1990 et que s'y donnent, depuis 1985, des cours en anglais et en français sur la géographie, la politique, la culture et la littérature canadiennes», raconte Petr Vurm. «Et aujourd'hui, il existe même une entente entre l'UQAM et l'Université Masaryk visant à permettre des échanges d'étudiants.»

Francophile, Petr apprend la langue française depuis une dizaine d'années. «J'ai d'abord été séduit par la chanson et le cinéma français, puis je me suis mis à lire les œuvres d'écrivains contemporains qui, comme Réjean Ducharme d'ailleurs, partageaient un intérêt pour les jeux de langage, soit les Jacques Prévert, Boris Vian, Raymond Queneau et Georges Perec», explique Petr.



Photo : Martin Brault

Petr Vurm, étudiant tchèque, lauréat de la Bourse d'excellence Gaston-Miron.

Mais le jeune chercheur s'est aussi découvert une passion pour la littérature québécoise et les auteurs Gérard Bessette et Anne Hébert, ainsi que des représentants de la littérature migrante comme Naim Kattan et Sergio Kokis. Il a même traduit en tchèque des chapitres du roman *Le Matou* d'Yves Beauchemin. «Votre littérature n'est pas encore très connue dans mon pays, mais elle est jeune, riche et constitue un formidable champ de découvertes à défricher.»

La dimension ludique de la littérature

C'est en 1998 que Petr Vurm fait connaissance avec l'œuvre de Réjean Ducharme grâce à son directeur de thèse qui avait déjà séjourné au Québec et donnait un cours sur la littérature québécoise. «J'ai été immédiatement fasciné par le travail de création de Ducharme sur et avec le

langage. Le contenu de son œuvre, la richesse de ses personnages, son travail avec les mots interpellent l'imaginaire de ces grands enfants que sont les lecteurs et les amènent à faire preuve eux-mêmes de créativité», affirme Petr. «J'accorde beaucoup d'importance à la dimension ludique de la littérature et à son potentiel de découvertes.»

Les recherches de Petr porteront sur les premiers romans de Ducharme, *L'avalée des avalés* et *Le nez qui voque*, qu'il comparera avec un autre ouvrage, *L'hiver de force*, dans lequel les personnages-enfants si chers à l'univers de Ducharme sont devenus des adultes tout en conservant quelque chose de l'enfance. «L'avantage en étudiant l'œuvre de Ducharme, c'est que le personnage même de l'auteur, énigmatique et fascinant, devient secondaire. Comme on sait très peu de choses sur sa vie,

son caractère psychologique ne fait pas écran entre ses livres et le lecteur, donnant ainsi un accès direct à l'œuvre, sans intermédiaire», affirme Petr.

Dès son arrivée, Petr Vurm a sillonné les régions de Charlevoix, Tadoussac et Québec. Intéressé par la dualité culturelle et linguistique au Canada, il s'est aussi rendu dans les Maritimes, intrigué par la culture acadienne. «Jusqu'à présent, je n'ai pas ressenti le choc culturel qu'éprouvent beaucoup d'Européens en visitant l'Amérique. Peut-être parce que Montréal et Québec ont peu à voir avec les mégapoles américaines», confie-t-il.

Il a particulièrement apprécié l'accueil chaleureux que lui a réservé le Département d'études littéraires et son directeur Max Roy. «J'entends bien profiter au maximum de mon séjour à l'UQAM. Je travaillerai avec le

Les priorités 2004-2005 des vice-rectorats

Le 16 septembre dernier, le recteur de l'UQAM, M. Roch Denis, rencontrait quelques centaines de membres de la communauté universitaire, à la Galerie de l'UQAM, afin de tracer un bilan «impressionnant» des réalisations de l'équipe de direction, à ce jour, et leur faire part des engagements qui guideront son action en 2004-2005. Ce «discours de la rentrée» a été reproduit intégralement dans nos pages sous forme de document encarté, dans l'édition du 4 octobre.

Cette fois-ci, nous avons interviewé chaque vice-rectrice et vice-recteur pour leur demander de nous préciser quelles sont leurs priorités d'action et quels dossiers les occuperont spécifiquement au cours de cette année ou pour les années à venir. Six membres de la direction ont donc été rencontrés, le septième, M. Michel Jébrak, vice-recteur à la recherche et à la création, n'étant pas encore nommé au moment de la préparation de ce dossier.

Chacun nous livre ici sa vision, l'ampleur et la diversité de ses projets, certains étant largement connus, d'autres en émergence, mais qui tous devraient changer durablement le parcours institutionnel de notre Université et la vie académique sur le campus. On trouvera ce «dossier» dans les pages centrales 6 et 7 du journal.

La rédaction

professeur Jean-François Chassay, un spécialiste de l'œuvre de Georges Perec et de l'Oulipo (Ouvroir de littérature potentielle), un courant littéraire expérimental, et participera à des séminaires de doctorat. J'ai été frappé également par la vitalité des associations étudiantes et par le grand nombre de groupes de recherche. En outre, votre campus, contrairement à bien d'autres universités, n'est pas coupé de la vie pratique et quotidienne. On sent que son pouls bat au même rythme que celui de la ville et de ses habitants.»

Petr rêve de devenir un jour professeur. «J'aimerais être capable de transmettre aux étudiants cette passion pour la littérature qui m'habite et de contribuer à faire connaître vos écrivains dans mon pays.» ●

Prix du Québec à Naïm Kattan et Camille Limoges

Claude Gauvreau

Naïm Kattan, professeur associé au Département d'études littéraires, et Camille Limoges, ancien professeur à l'UQAM, comptent parmi les onze lauréats des *Prix du Québec* 2004 en raison de leur contribution exceptionnelle au développement scientifique et culturel du Québec.

L'écrivain Naïm Kattan est le récipiendaire du prix Athanase-David, la plus haute distinction accordée par le gouvernement du Québec dans le domaine des lettres. Originaire de Bagdad, en Irak, où il est né en 1928, Naïm Kattan apprend à lire le Coran le jour à l'école tandis que le soir, à la maison, sa mère lui raconte les récits bibliques. Outre la langue arabe, il pratique l'hébreu, l'anglais et le français. Se découvrant une véritable passion pour les lettres françaises, il

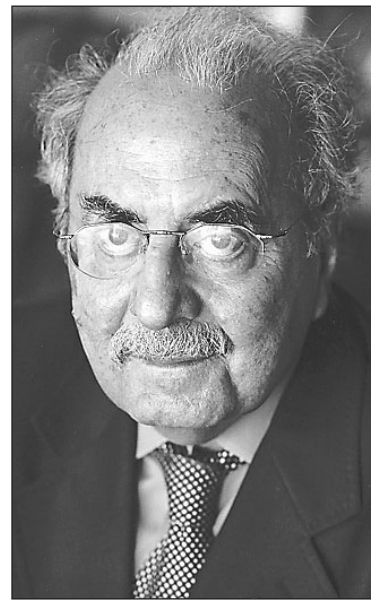
s'installe à Paris à l'âge de 18 ans et s'inscrit à la Sorbonne.

En 1954, Naïm Kattan s'établit à Montréal et amorce, dès le début des années 60, une fructueuse collaboration au journal *Le Devoir* où il est, jusqu'à aujourd'hui, collaborateur aux pages littéraires. Après avoir enseigné la littérature française à l'Université Laval, il entre au Conseil des arts du Canada en 1967 qu'il quitte en 1991. Durant ces années, il met sur pied le Service des lettres et de l'édition, et favorise la création de nombreux programmes concernant les écrivains, les éditeurs et les diffuseurs. Membre du Conseil des arts de la Communauté urbaine de Montréal de 1993 à 2001, président du grand Prix littéraire de la Ville de Montréal de 1994 à 1996, il assume depuis 2001 la direction de la revue *Écrits* de l'Académie des lettres du Québec.

Dans ses 35 ouvrages, Naïm Kattan n'a jamais cessé d'aller à la rencontre de cultures différentes, de réfléchir sur les rapports humains et leur diversité. Son premier livre, *Le Réel et le Théâtral*, paraît en 1971 et lui vaut le prix France-Canada. En 1976, il publie son premier roman, *Adieu Babylone*, inspiré de son enfance à Bagdad.

Officier de l'Ordre du Canada, officier de l'Ordre des arts et des lettres de France et chevalier de l'Ordre national du Québec, Naïm Kattan a également reçu de la France les insignes de chevalier de la Légion d'honneur.

Camille Limoges, pour sa part, a reçu le prix Armand-Frappier qui représente la plus haute distinction du gouvernement du Québec pour la création ou le développement d'établissements de recherche ou encore pour l'administration et la promotion de la recherche.



Naïm Kattan



Camille Limoges

Pionnier de l'histoire des sciences au Québec, Camille Limoges s'est investi pleinement dans la fonction publique québécoise, où il a joué notamment un rôle clé dans l'élaboration des deux politiques scientifiques adoptées depuis les années 70.

Après une licence de philosophie à l'Université de Montréal, il obtient, en 1968, son doctorat à l'Institut d'histoire des sciences et des techniques de la Sorbonne, à Paris. Lorsque l'Université de Montréal l'engage comme professeur adjoint au Département d'histoire, Camille Limoges est alors le seul historien spécialisé en sciences biologiques au Québec. En 1973, il prend la direction du nouvel Institut d'histoire et de sociopolitique des sciences de l'Université de Montréal, qui devient rapidement le creuset où seront formés, pendant une quinzaine d'années, la plupart des spécialistes québécois de l'analyse des sciences.

En 1980, Camille Limoges participe activement à la rédaction du premier énoncé gouvernemental de politique scientifique au Québec. Il prépare également la naissance du premier ministère de la Science et de

la Technologie, dont il deviendra sous-ministre en 1983. À divers titres, il sera donc au cœur de toutes les grandes décisions en matière de politique scientifique au cours des vingt années suivantes.

En 1987, Camille Limoges retourne à l'université pour alimenter sa réflexion. À l'UQAM, il fonde et dirige le Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST). Puis, de 1997 à 2002, année de sa retraite, il contribue au nouvel élan de l'action gouvernementale en matière de soutien à la science et à l'innovation.

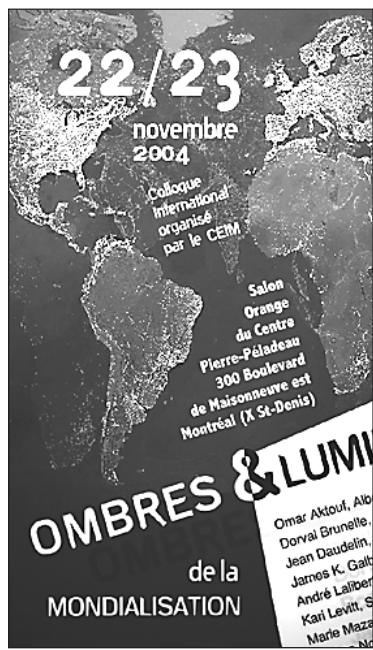
Cet historien, auteur de six ouvrages et d'innombrables documents gouvernementaux et articles scientifiques, membre de la Société royale du Canada et de l'Académie internationale d'histoire des sciences ainsi que titulaire de deux doctorats *honoris causa*, dont un lui fut décerné par l'UQAM en octobre 2004, se consacre maintenant à l'écriture. Il vient de rééditer avec l'un de ses jeunes collègues le premier ouvrage scientifique écrit par un Québécois, François Blanchet, et sa table de travail continue de croquer sous les projets.

Pour une mondialisation plus équitable

Afin de mieux comprendre les disparités qui caractérisent la mondialisation et explorer des solutions pour réduire les inégalités, le Centre Études internationales et Mondialisation (CEIM) organise un colloque international qui se déroulera les 22 et 23 novembre prochains au Salon orange du Centre Pierre-Péladeau. Sous le titre «Ombres et lumières de la mondialisation», l'événement réunira des conférenciers de renommée internationale, notamment José Antonio Ocampo, secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales des Nations Unies; James K. Galbraith, directeur du «University of Texas Inequality Project»; Osvaldo Sunkel, directeur d'une importante ONG de développement du Chili, ainsi qu'Ibrahim Salama, président-rapporteur du Groupe de travail sur le droit au développement de l'ONU. La conférence inaugurale sera présidée par la professeure émérite de l'Université McGill Kari Levitt, fille de l'économiste Karl Polanyi et auteure du best-seller des années 1970 *Silent Surrender. Multinational Corporation in Canada*.

Convergences ou fractures

Alors qu'elle engendre d'un côté l'ouverture et l'échange, la mondialisation économique entraîne de l'autre son lot d'impacts négatifs. Les inégalités, à la fois au cœur des sociétés et entre les sociétés, s'accroissent à un rythme préoccupant. D'où proviennent ces fractures? Quels sont les liens entre la mondialisation économique et l'augmentation des inégalités? Et surtout :



où se trouvent les solutions pour les réduire? Voilà quelques-unes des questions prévues au programme. Une vingtaine de professeurs du Canada, des États-Unis, de la France et du Chili, comptent explorer l'impact de la mondialisation sur les inégalités.

Les conférenciers aborderont ensuite la thématique dans une perspective régionale, en se penchant sur les situations particulières des Amériques, de l'Asie-Pacifique et de l'Afrique. Signalons que le président de la «Corporacion de Investigaciones para el Desarrollo» (CINDE) du Chili, M. Osvaldo Sunkel, présentera son analyse des deux dernières décennies en Amérique latine, qui ont été marquées par les politiques néolibérales des années 1980, le passage du modèle de développement économique fondé sur le contrôle de l'État à celui du libre marché, ainsi que le rempla-

cement de dictatures par des régimes politiques démocratiques. Constatant la persistance ou même l'aggravation de la pauvreté et des inégalités, le conférencier remet en question la croyance répandue selon laquelle les changements majeurs aux plans politique et économique vont de pair et se renforcent mutuellement, et il conclut que le néolibéralisme contre-carre la démocratie en Amérique latine.

Le colloque se terminera par une table ronde sur les politiques de réduction des inégalités. Le CEIM profitera de la tenue du colloque pour mettre sur pied un groupe de travail sur les politiques d'une mondialisation plus équitable.

SUR INTERNET
www.ceim.uqam.ca

Prix en tourisme

Trois étudiantes du programme de baccalauréat en gestion du tourisme et de l'hôtellerie de l'École des sciences de la gestion ont été récompensées lors du gala des premiers Grands Prix de la relève touristique. Pour le niveau universitaire, Catherine Bouffard, Catherine Tremblay et Marie Renaud ont reçu

respectivement les prix en restauration, en hôtellerie et en tourisme. À noter que Mme Renaud a aussi obtenu le Grand Prix de l'excellence de la relève touristique. L'événement était organisé par l'Association québécoise de la formation en restauration, tourisme et hôtellerie (AQ-FORTH).

PUBLICITÉ

L'UQAM

Le journal *L'UQAM* est publié par le Service des communications, Division de l'information.

Directrice du journal :

Angèle Dufresne

Rédaction :

Anne-Marie Brunet, Dominique Forget, Claude Gauvreau, Michèle Leroux

Photos :

Martin Brault

Conception de la grille graphique :

Jean Gladu, designer

Infographie :

Service des communications
Division de la promotion institutionnelle

Publicité :

Catherine Levasseur
Communications Publi-Services Inc.
(450) 227-8414, poste 303

Impression :

Payette & Simms (Saint-Lambert)

Adresse du journal :

Pavillon Judith-Jasmin J-M330
Téléphone : 987-6177 • Télécopieur : 987-0306

Adresse courriel :

journal.uqam@uqam.ca

Version Web du journal :

www.journal.uqam.ca/
Politique éditoriale et tarifs publicitaires sur le site Web du journal *L'UQAM* à www.journal.uqam.ca/redac.htm

Dépôt légal

Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 0831-7216

Les textes de *L'UQAM* peuvent être reproduits, sans autorisation, avec mention obligatoire de la source.

UQAM

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-ville, Montréal
Québec H3C 3P8

«Seule la matière grise est inépuisable»

L'UQAM lance sa politique environnementale

Dominique Forget

Grâce à son programme de maîtrise en sciences environnementales, lancé il y a 30 ans, ainsi qu'à son programme de doctorat créé en 1987 dans ce même domaine, l'UQAM a contribué à éveiller la conscience de plusieurs générations d'étudiants en ce qui a trait à la protection des écosystèmes. Pourtant, au sein même de l'institution, bien qu'il existait plusieurs initiatives ciblées, il n'y avait pas de politique cadre énonçant clairement les objectifs de l'Université en ce qui a trait à la réduction de ses impacts sur l'environnement.

Le recteur de l'UQAM, M. Roch Denis, a remédié à cette lacune le 10 novembre dernier en lançant la Politique environnementale de l'Université, sous le thème «Seule la matière grise est inépuisable». Le vice-recteur aux ressources humaines et aux affaires administratives et responsable de la mise en œuvre de la Politique, M. Mauro Malservisi, était présent pour souligner l'événement, de même que plusieurs membres de la direction de l'UQAM, professeurs, étudiants et membres d'organismes environnementaux.

Comme l'a expliqué M. Malservisi, un des volets centraux de la nouvelle politique concerne l'implantation d'un programme de récupération des matières recyclables. Notons que la ré-



Photo : Martin Brault

Sur la photo de gauche à droite, on aperçoit le directeur du Service aux collectivités, M. André Michaud, le vice-recteur Mauro Malservisi, le recteur Roch Denis, le coordonnateur, secteurs municipal, industriel, commercial et institutionnel de Recyc-Québec, M. Simon Lafrance, le directeur du Service des entreprises auxiliaires, M. André Robitaille, le professeur Normand Brunet et l'agente de recherche Cynthia Philippe.

cupération du papier était déjà implantée à l'UQAM depuis plus de 20 ans. Cependant, jusqu'à récemment, les autres matières recyclables n'étaient pas récupérées sur le campus. Les choses ont changé depuis le mois d'octobre. En effet, 17 îlots de récupération ont été installés en 7 endroits, à proximité des aires de restauration. Ils sont divisés en trois conteneurs : un premier pour le plastique, le verre, le métal et les cartons

de jus, un second pour les canettes et un dernier pour les déchets. Une étudiante de l'UQAM, engagée pour aider à mettre en place le programme, visite périodiquement les aires de restauration pour inciter les usagers à utiliser les îlots.

«Cette initiative correspond à la première phase du programme de récupération, a expliqué M. Malservisi. Au cours de l'année 2005-2006, nous installerons des îlots de ré-

cupération dans les corridors adjacents aux salles de cours. En 2006-2007, d'autres îlots seront placés pour couvrir l'ensemble du campus.» L'objectif est de récupérer 65 % des matières recyclables d'ici 2008, conformément à ce qui est visé par la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles. Pour donner un coup de pouce à la récupération du papier, une nouvelle signalisation sera installée à proximité des bacs. Ces der-

niers resteront toutefois éloignés des nouvelles stations pour éviter que le papier ne soit souillé par les déchets de tables.

Le comité institutionnel chargé de la mise en œuvre de la politique réunit, en plus de M. Malservisi, une douzaine de membres de la communauté de l'UQAM. Ce comité prévoit organiser diverses activités au cours de la prochaine année pour inciter la collectivité uqamienne à adopter des comportements verts. Au mois de janvier, par exemple, tous seront invités à proposer des initiatives qui permettraient de réduire les impacts de l'institution sur l'environnement dans le cadre d'une activité baptisée Éco-Défi. À la fin du mois de mars, c'est un festival de l'environnement qui sera organisé.

Outre la récupération des matières résiduelles et les efforts de sensibilisation, la politique prévoit implanter des mesures pour l'économie d'énergie, des lignes directrices pour l'achat de produits verts et des initiatives pour l'embellissement du campus. Le site du Comité de mise en œuvre de la politique peut être consulté à l'adresse suivante : <http://www.environnement.uqam.ca/>

Le texte intégral de la Politique peut aussi être visionné sur Internet : http://www.unites.uqam.ca/instances/politiques/Politique_37.htm ●

Basket-ball universitaire

La saison démarre en grande

Michèle Leroux

Vous voulez voir les meilleurs joueurs de basket-ball au Québec? C'est dans la ligue interuniversitaire que vous les trouverez. De novembre à février prochain (voir le calendrier ci-contre), les équipes féminines et masculines de cinq universités s'aff-

ronteront dans les gymnases de l'UQAM, de McGill, de Concordia, de Laval et de Bishop's, dans l'espoir de représenter le Québec au Championnat universitaire canadien.

Les Citadins de l'UQAM – l'équipe des joueuses portent le même nom que celle des hommes – n'en sont qu'à leur deuxième année d'existence.

Mais leurs rivaux et rivales savent très bien qu'ils devront se surpasser tout au long de la saison, comme les Stingers de Concordia et les Rouge et Or de Laval l'ont appris les 5 et 6 novembre derniers, au Centre sportif, pour arracher leurs victoires aux Citadins, devant plus de 600 partisans qui n'ont rien caché de leur allégeance.

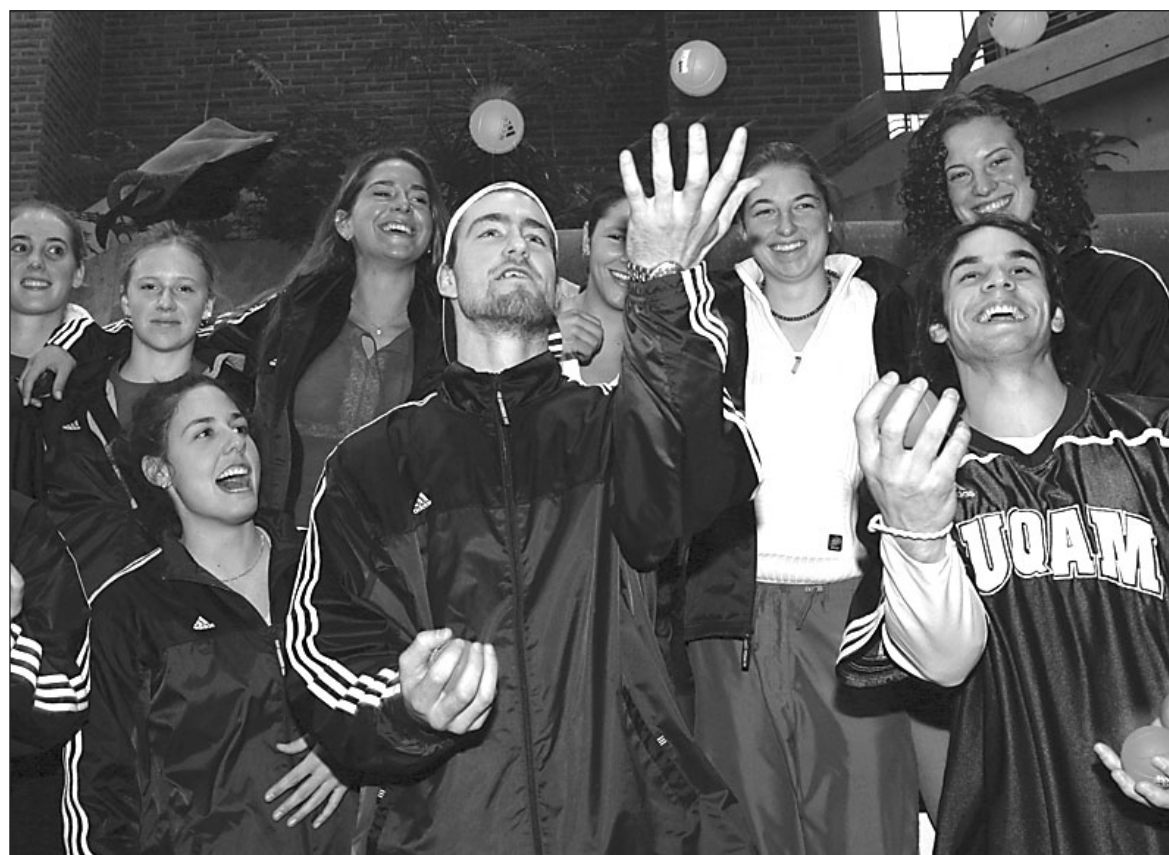


Photo : Andrew Dobrowskyj

Les Citadins ont pris d'assaut la Grande place du pavillon Judith-Jasmin, le 3 novembre dernier, invitant la communauté de l'UQAM à venir les encourager en assistant aux matchs de la saison.

Équipes féminine et masculine				CENTRE SPORTIF-1212 SANGUINET	
BASKETBALL				Billets individuels : 4\$/étudiant - 5\$/autre Carnet de billets : 20\$/étudiant - 30\$/autre	
SAISON 2004-2005					
DATE	VISITEUR	RECEVEUR	HEURE (Féminin)	HEURE (Masculin)	
NOVEMBRE					
Vendredi 5	Concordia	UQAM	18 h	20 h	
Samedi 6	UQAM	Laval	18 h	20 h	
Samedi 13	UQAM	Bishop's	18 h	20 h	
Vendredi 19	UQAM	Concordia	18 h	20 h	
Samedi 27	McGill	UQAM	18 h	20 h	
JANVIER					
Vendredi 7	Bishop's	UQAM	18 h	20 h	
Vendredi 14	McGill	UQAM	18 h	20 h	
Samedi 15	Laval	UQAM	18 h	20 h	
Vendredi 21	UQAM	McGill	18 h	20 h	
Samedi 22	Bishop's	UQAM	18 h	20 h	
FÉVRIER					
Vendredi 4	UQAM	Laval	18 h	20 h	
Vendredi 11	UQAM	Concordia	18 h	20 h	
Samedi 12	Laval	UQAM	18 h	20 h	
Samedi 19	UQAM	Bishop's	18 h	20 h	
Vendredi 25	UQAM	McGill	18 h	20 h	
Samedi 26	Concordia	UQAM	18 h	20 h	

La période de recrutement, le nerf de la guerre, a permis de consolider les équipes. Aux solides vétérans Joseph Antagana, Marc-Olivier Beauchamp et Ratana Sak s'ajoutent des recrues fort surveillées, comme l'aïlier Samuel Johnson, un des leaders de la ligue collégiale AAA l'année dernière et François Jolicoeur-Yelle, un habile pointeur nommé sur l'équipe d'étoile du tournoi Éric Garland disputé à Frédéricton, au Nouveau-Brunswick, en octobre dernier. L'équipe est sous la direction d'Olga Hrycak, figure légendaire du basketball qui a fait sa marque avec les Blues du Cégep Dawson.

Du côté des femmes, Jacques Verschuere, qui a dirigé avec brio dans une autre vie les Lynx du Cégep Édouard-Montpetit, peut compter sur une équipe beaucoup plus compétitive que l'an dernier. Le recrutement de Mireille Karangwa, 6 pieds 1 pouce, Amélie Hudon et Lindsay Jacques a

fait bien des jalouses chez les rivales, qui n'ont pas eu le temps de tirer profit du départ de Marianne Rémy, joueuse numéro un des Citadins la saison dernière. L'équipe a terminé son calendrier pré-saison avec une fiche de cinq victoires et deux défaites.

Que ce soit pour admirer le jeu d'athlètes impressionnants, relaxer entre deux travaux de fin de trimestre, rencontrer de nouveaux amis ou encourager des camarades de classe, il faut de ce pas se procurer des billets au comptoir d'accueil du Centre sportif ou sur le réseau Admission (prix d'entrée général : 5 \$, étudiants : 4 \$). Les prochains matchs à domicile opposeront les Citadins aux Redmen de McGill, le samedi 27 novembre, à 18h pour les filles et à 20h pour les hommes ●

SUR INTERNET

www.admission.com
www.unites.uqam.ca/centreSportif/

Un Forum organisé par le Service aux collectivités

Michèle Leroux

La démocratie est une affaire complexe qui requiert beaucoup de patience. Ainsi en est-il de la réforme du mode de scrutin qui, depuis plus de 30 ans, refait régulièrement surface dans l'actualité québécoise. Le dernier épisode remonte à 2002. En fin de mandat, le gouvernement québécois avait lancé deux opérations consultatives sur la réforme des institutions démocratiques, menées simultanément par la Commission des institutions et le Comité directeur sur la réforme des institutions démocratiques, présidé par Claude Béland.

Quelles en furent les retombées? La commission parlementaire n'a jamais déposé de rapport. Quant au Comité directeur, qui a présenté le sien quelques jours avant le déclenchement des élections, il n'a jamais reçu de réponse à ses propositions, à l'exception d'engagements électoraux des partis en lice d'instaurer un mode de scrutin avec des éléments de proportionnalité. Dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement du Parti Libéral s'est engagé à déposer un projet de loi réformant le mode de scrutin. Prévu initialement au printemps dernier, le dépôt a été reporté à l'automne. Or l'hiver a beau être à nos portes, il n'y a toujours rien en vue.

Qu'à cela ne tienne, le Service aux collectivités (SAC) organise le Forum



Photo : Martin Brault

Dans l'ordre habituel, Alain-G. Gagnon, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en études québécoises et canadiennes, en compagnie de Martine Blanc et André Michaud, respectivement chargée de projet et directeur du Service aux collectivités.

public sur la réforme du mode de scrutin «Voter et choisir vraiment!» les 26 et 27 novembre prochains. La présence de conférenciers dont les positions sont connues et divergentes permettra d'alimenter les débats, qui porteront notamment sur les impacts de la réforme du mode de scrutin sur la Fédération canadienne, les tiers partis, la représentation des femmes,

des communautés ethnoculturelles et des Autochtones, ainsi que celle des régions.

Parmi les conférenciers invités, on trouve Claude Béland, président du Mouvement Démocratie et Citoyenneté du Québec et professeur associé au Département d'organisation et ressources humaines; Jean-Claude Rivest, sénateur indépendant;

Nathalie Desrosiers, présidente de la Commission du droit du Canada; Denis Monière et André Blais, professeurs de science politique à l'Université de Montréal et Mercédeez Roberge, présidente du Mouvement Démocratie Nouvelle. Les organisateurs souhaitent la présence du ministre délégué à la Réforme des institutions démocratiques, M. Jacques

P. Dupuis, non encore confirmée au moment d'aller sous presse.

Convergences et divergences

Au forum, une équipe de chercheurs de l'Observatoire d'études sur la démocratie et les institutions politiques (OEDIP), logé à l'UQAM, dévoilera les résultats d'une analyse comparée des quelque 160 mémoires déposés au Comité directeur sur la réforme des institutions démocratiques, en 2002. Jean-Marie Lafortune, chargé de cours au Département de sociologie et coordonnateur de l'OEDIP et Dimitri della Faille, chercheur à l'INRS-Urbanisation, Culture et Société et candidat au doctorat en sociologie à l'UQAM présenteront, en primeur, les convergences et divergences insoupçonnées jusqu'à maintenant, qu'ils ont repérées dans les mémoires.

L'événement, qui vise une large participation publique, est organisé en collaboration avec la Chaire de recherche du Canada en études québécoises et canadiennes de l'UQAM, la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable, le Mouvement Démocratie et Citoyenneté du Québec, le Mouvement pour une Démocratie Nouvelle, le Collectif Féminisme et Démocratie, la Confédération des syndicats nationaux, l'Institut du Nouveau Monde, la Centrale des syndicats du Québec, le Regroupement multiethnique pour l'action politique et la Fédération étudiante universitaire du Québec. Le forum est coordonné par Martine Blanc, chargée de projet au SAC. Mme Blanc a été conseillère municipale à Montréal, membre de la direction du comité directeur de la Réforme des institutions démocratiques et cofondatrice de «Féminisme et démocratie».

Bien que gratuite, l'entrée au forum requiert une inscription. On trouve le formulaire sur le site Internet du forum •

Formes inédites d'intégration des chargés de cours

Claude Gauvreau

L'embauche de chargés de cours sur une base annuelle et l'ouverture pour ces derniers de postes de professeurs réguliers font l'objet d'une entente de principe intervenue récemment entre la direction de l'UQAM et le syndicat des chargés de cours (SCCUQ). Cette entente, qui a été entérinée à 66 % par l'assemblée générale des membres du SCCUQ, modifiera les statuts des chargés de cours et pourrait entrer en vigueur au début de l'année académique 2005-2006. Son objectif est de faciliter l'obtention de postes de professeurs aux chargés de cours qui aspirent à une carrière professorale. La mise en œuvre de l'entente est celle d'un projet pilote d'une durée de trois ans

Selon Guy Dufresne, président du SCCUQ, «le projet pilote n'a pas pour but de révolutionner l'organisation générale du travail mais il ouvre un champ de possibilités intéressantes. En outre, il fera l'objet de deux évaluations par un comité paritaire composé de représentants de l'administration de l'Université et du syndicat.»

Les candidats aux cinq postes de professeurs réguliers, réservés exclusivement aux chargés de cours, devront satisfaire aux critères institutionnels d'embauche, être en situation de simple emploi à l'Université, être inscrits sur la liste de pointage du département concerné depuis au moins

six sessions et avoir enseigné au moins neuf charges de cours.

L'engagement d'un maximum de dix chargés de cours sur une base annuelle est pour la durée du projet pilote. Outre l'enseignement, l'entente reconnaît également qu'ils pourront assumer d'autres tâches telles que l'élaboration, l'évaluation ou la révision de cours ou de programmes, la coordination de personnes concernées par l'enseignement, le développement de matériel pédagogique, la responsabilité de travaux pratiques, d'ateliers ou de laboratoires. Seuls les chargés de cours détenteurs d'une maîtrise, en simple emploi, inscrits sur la liste de pointage du département concerné depuis au moins 12 sessions et ayant enseigné au moins 18 charges de cours pourront soumettre leur candidature.

Une entente «novatrice»

«Le projet pilote présente un caractère novateur dans la mesure où, pour la première fois, des postes de professeurs réguliers pourront être dédiés à des chargés de cours. Deuxièmement, on reconnaît enfin que des tâches connexes à l'enseignement font partie intégrante du travail des chargés de cours. Dans la pratique, plusieurs parmi eux assument déjà des responsabilités pédagogiques», souligne le président du SCCUQ. «Mais on devra aussi s'assurer que cette intégration des tâches ne suscitera pas un déles-

tage de responsabilités sur le dos des chargés de cours entraînant ainsi une surcharge de travail», ajoute M. Dufresne.

Le responsable syndical estime également que l'embauche sur une base annuelle permettra à des chargés de cours de connaître plusieurs mois à l'avance les cours qu'ils seront appelés à donner. «Cela ne pourra qu'améliorer le degré de leur préparation et de leur contribution à la qualité de l'enseignement et les étudiants en sortiront gagnants», affirme M. Dufresne.

La réaction du SPUQ

En septembre dernier, le syndicat des professeurs (SPUQ) transmettait à l'administration de l'UQAM, un avis dans lequel il réitérait son appui en faveur de l'accès à la carrière professorale pour les chargés de cours possédant la formation et la compétence requises, à la condition que les postes créés soient uniquement associés au statut de professeur régulier, membre du SPUQ.

Le volet de l'entente portant sur l'embauche de chargés de cours sur une base annuelle a suscité par contre d'importantes réserves. La direction du SPUQ considère en effet que l'administration de l'Université doit préciser l'objectif qui sous-tend cette démarche et signifier clairement qu'elle ne conduira pas à l'instauration d'un nouveau statut s'apparentant à celui

de «chargé» ou de «maître» d'enseignement.

«Nous sommes favorables à ce que des chargés de cours puissent accéder à la carrière professorale, ce qui était pratiquement impossible à l'époque des compressions budgétaires dans les années 90», déclare le président du SPUQ, Jacques Pelletier. «Et nous comprenons aussi que l'embauche sur une base annuelle permettra de stabiliser la situation d'un certain nombre de chargés de cours dits structurels. Notre conseil syndical aura à se prononcer au début décembre. Je crois que le SCCUQ, avec lequel nous avons d'excellents échanges, comprend très bien nos préoccupations. Notre objectif n'est pas de faire échouer l'entente, mais nous voulons des garanties qu'il n'y aura pas création d'une nouvelle catégorie de professeurs qui ne feraient pas de recherche pour se consacrer exclusivement à l'enseignement», ajoute M. Pelletier.

Comme l'écrivait Guy Dufresne dans le numéro d'octobre du bulletin d'information du SCCUQ, le projet pilote permettra de saisir les forces et les faiblesses de l'entente avant d'en arriver à porter un jugement sur l'inclusion ou non d'un nouveau statut dans la convention collective du syndicat. «Le SCCUQ s'engage prudemment dans l'exploration de formes inédites d'intégration des chargés de cours de l'UQAM.» •

SUR INTERNET

www.modescrutin.uqam.ca

Pour faire sauter les bouchons de circulation

Dominique Forget

Combien de temps avez-vous passé dans les bouchons de circulation en vous rendant au travail ce matin? Si vous habitez à proximité de votre boulot ou voyagez en transports en commun, vous vous moquez bien de cette question. Mais si vous faites partie des milliers de banlieusards qui font la navette tous les jours au volant de leur voiture, vous n'avez probablement pas la tête à rire. Déjà, en 1991, l'Agence métropolitaine de transport estimait le temps perdu dans les bouchons de circulation à 102 heures par personne par année. Selon les projections pour 2011, le temps ainsi perdu passerait à 296 heures par personne par année. L'équivalent de huit semaines de 35 heures !

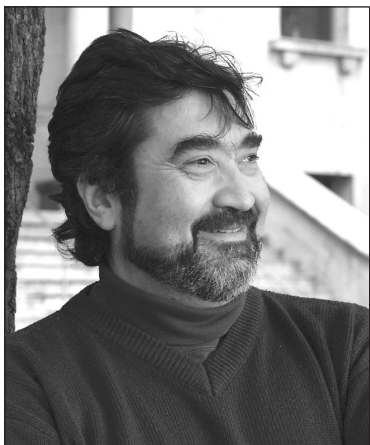


Photo : Martin Brault

Teodor Gabriel Crainic, professeur à l'École des sciences de la gestion.

Résoudre le problème en construisant de nouvelles routes, de nouveaux ponts? Certainement pas. «On ne peut pas construire des infrastructures à l'infini», remarque Teodor Gabriel Crainic, professeur en recherche opérationnelle au Département de management et technologie et directeur du Laboratoire sur les systèmes intelligents de transport, un centre de recherche qui regroupe des chercheurs de l'UQAM et de l'Université de Montréal. «D'abord, ces constructions coûtent très cher. Ensuite, elles ne suffiront jamais. On aura beau construire toutes les routes qu'on voudra, elles seront très vite consommées par les automobilistes.»

Selon le professeur, qui est également titulaire de la Chaire en management logistique, il faut plutôt apprendre à faire «mieux avec ce qu'on a». Depuis des années, il travaille en collaboration avec des chercheurs européens qui ont eu à faire face à l'engorgement de leurs villes bien avant les Nord-Américains. Les grandes métropoles d'Europe, tout comme celles d'Asie, sont, en effet, nettement plus congestionnées en raison de la densité de la population.

Livraison anarchique

Un des projets qui lui tient à cœur a trait au transport des marchandises au centre-ville. «À Montréal, le transport des marchandises est très visible, souligne M. Crainic. Les autoroutes de contournement n'ont jamais été achevées et tous les camions lourds doivent passer par l'autoroute métropolitaine. Mais ce n'est qu'une partie du problème. Au centre-ville, on voit constamment des camions de livraison, petits et gros. Ils se garent en double pour décharger leurs cargaisons et servir les commerces. Ceci

n'est pas propre à Montréal, mais commun à toutes les villes du monde.»

Le problème, selon M. Crainic, c'est que les camions qui circulent au centre-ville sont généralement à peu près vides. Ils se déplacent pour quelques livraisons seulement, réparties aux quatre coins de la métropole. «Un magasin à rayon va recevoir ses chaussures d'un livreur, ses CD d'un second, ses fournitures de bureau d'un troisième... Il n'y a aucune concertation entre ces livreurs, chacun fait sa petite affaire.»

Pour diminuer le nombre de camions sur les routes de la ville, le professeur a imaginé un centre de logistique qui fonctionnerait un peu comme un bureau de poste. Les expéditions arriveraient de l'extérieur de la ville par des moyens de transport de grand calibre comme des avions, des bateaux ou des camions. Les livraisons seraient ensuite triées en fonction de leur destination, mais aussi de leur compatibilité. En effet, on ne pourrait pas envisager mettre des légumes dans le même camion que des produits chimiques.

Projet pilote en Italie

De tels centres de tri existent déjà à l'échelle pilote dans certaines villes italiennes dont Rome, Torino et Gênes.

Le professeur Crainic travaille en étroite collaboration avec des chercheurs de l'École Polytechnique de Milan et connaît bien les initiatives italiennes. Au mois de septembre dernier, il a déposé une demande de subvention au Fonds de recherche sur la nature et les technologies à Québec pour lancer une recherche qui tentera d'évaluer la faisabilité d'un tel projet à Montréal.

«Ce n'est pas uniquement une question de faisabilité technique, mais également une question de volonté politique, affirme M. Crainic. L'installation d'un tel centre engendrerait des délais dans les livraisons et des coûts. Pourtant, on n'aura plus le choix si on veut préserver notre qualité de vie et souscrire aux objectifs de Kyoto.»

Le professeur Crainic a d'autres projets dans ses cartons qui sont susceptibles d'améliorer les transports dans la grande région de Montréal. Il s'intéresse notamment au transport en commun. Selon lui, le service à horaire fixe aurait peut-être avantage à être revu. «Le soir, dans les banlieues, on voit de gros autobus qui circulent complètement vides. Je pense qu'il serait possible d'implanter un service sur demande, un peu comme cela existe pour les personnes handicapées. L'utilisateur appellerait à la centrale une heure avant son voyage et le trajet de l'autobus serait adapté en conséquence.»

Le chercheur réalise que ce type de changement sera difficile à implanter. «En ce moment, la Société de transport à Montréal (STM) est trop occupée à éteindre des feux pour avoir le temps de se questionner sur ses services. Mais il faut lancer des idées. La STM ne cesse d'augmenter ses tarifs et n'arrive pas pour autant à boucler son budget. Tôt ou tard, il lui faudra apprendre à faire mieux.» ●

PUBLICITÉ

Vice-rectorat à la vie académique et vice-rectorat exécutif

Les dossiers sous la responsabilité de Danielle Laberge, vice-rectrice à la Vie académique et vice-rectrice exécutive, sont d'une importance majeure pour l'accomplissement des missions essentielles de l'Université, soit l'enseignement et la recherche-création.

Après cinq années de développement des facultés, le moment est venu de proposer une politique facultaire institutionnelle. Selon Danielle Laberge, «il importe de clarifier les responsabilités relevant des facultés pour lever les ambiguïtés qui sont souvent source d'incompréhension ou de tensions. Et cela correspond à la fois à une demande des facultés et à une volonté de la direction de l'UQAM.»

«La politique fournira des balises concernant la création de nouvelles facultés, la modification de leur configuration ou leur abolition, de même que les règles de répartition des ressources pouvant leur être allouées et d'imputabilité de leur gestion. Elle permettra également de distinguer les rôles des doyens et des vice-doyens, ainsi que des conseils académiques et des décanats», explique Mme Laberge.

La direction de l'UQAM reconnaît qu'un certain nombre de mandats ou d'activités, comme l'internationalisation par exemple, doivent être réalisés le plus près possible des lieux de leur opérationnalisation de façon à favoriser l'émergence de nouveaux projets et à pouvoir faire rapidement les ajustements nécessaires, précise la vice-rectrice. «Nous devons aussi reconnaître que des enjeux et des défis sont propres à certaines communautés de pensée et peuvent donc être différents selon les facultés. La dynamique de la recherche et les parcours de carrière académique ne sont pas forcément identiques en sciences humaines et en sciences naturelles», de rappeler Danielle Laberge.

Par ailleurs, «cette nécessaire décentralisation académique et administrative vers les facultés ne doit pas se réaliser au détriment de façons de faire et de valeurs partagées collectivement qui traversent l'UQAM et transcendent les différences : ouverture sur le monde, accessibilité aux études, défense de pratiques démocratiques et collégiales», souligne la vice-rectrice.

L'Université sera aussi appelée, au cours de la prochaine année, à se doter d'une nouvelle politique internationale et, pour la première fois, de deux politiques institutionnelles distinctes en matière de recherche et de création. «La préoccupation pour l'internationalisation est présente dans toutes les universités de par le monde. Notre politique devra préciser comment la dimension internationale s'inscrit dans nos missions et contribue à une meilleure formation des étudiants. Cela peut prendre toutes sortes de formes : mobilité étudiante et professorale, introduction de cours à vocation internationale dans les programmes, accueil de collaborateurs et d'étudiants étrangers venant enrichir



Danielle Laberge

la vie intellectuelle à l'UQAM, etc.»

Sur le plan de la recherche, la politique institutionnelle rappellera des objectifs déjà connus, insistera sur l'importance de cette mission centrale et soulignera le rôle clé des ressources de soutien à l'Université. «Nous devons réfléchir aux pressions de l'externe, non seulement des organismes subventionnaires mais aussi des communautés de divers milieux afin d'éviter que nos activités internes de recherche soient exclusivement orientées par ces pressions», observe Mme Laberge. Enfin, la spécificité du travail de création sera mieux reconnue grâce à une politique distincte.

Outre le soutien au développement des instituts de recherche et la définition de leur place à l'UQAM, deux projets des plus stimulants figurent également à l'agenda de la prochaine année : le «Cœur des sciences» et la Maison des sciences humaines. «Malgré leurs différences, il s'agit, dans les deux cas, de créer des lieux d'animation et de débats ouverts sur la société qui contribueront à ce que les connaissances soient diffusées sous d'autres modes auprès de publics plus larges et plus diversifiés», explique Danielle Laberge.

Enfin, le resserrement du lien entre l'enseignement et la recherche constituera, selon la vice-rectrice, un chantier de travail des plus importants. Le problème de l'équilibre entre ces deux missions fondamentales s'exprime aussi bien dans les grandes orientations institutionnelles que dans les petites décisions au quotidien, affirme-t-elle.

«Dans ce dossier, la direction de l'université s'est fixée un triple objectif pour la prochaine année. Premièrement, animer le débat et explorer des pistes concernant l'introduction de nouvelles façons de faire. Je ne m'attends pas à ce qu'une seule voix se fasse entendre, mais je ne crois pas qu'il y aura nécessairement une multitude de points de vue. Deuxièmement, nous proposerons un plan de match pluriannuel pour tracer des orientations d'ensemble. Et, troisièmement, il faut, dès cette année, agir en proposant quelques mesures très concrètes. Ce dossier représente un défi majeur mais... passionnant.»

Vice-rectorat au soutien académique et au développement technologique

Le vice-rectorat aux services académiques et au développement technologique a de très grands défis cette année, à la mesure de son double mandat de soutien à l'académique et aux infrastructures. Son projet le plus visible est certainement celui de la relance des bibliothèques qui doit porter le financement de ce grand service à 6 % du budget annuel de l'UQAM d'ici 2010. «Remettre les bibliothèques au cœur de l'Université», comme se plaît à le rappeler le vice-recteur Claude-Yves Charron, et doubler le budget d'acquisition tout en répondant aux besoins des usagers de la bibliothèque traditionnelle et de la bibliothèque virtuelle, telle est l'essence de cette relance établie à la suite d'une consultation auprès de 2000 étudiants et plusieurs centaines de professeurs.

Un autre grand chantier qui, lui, doit s'achever dans moins d'un mois, celui de la convergence des réseaux sur IP (*Internet Protocol*), aura nécessité la pose de 500 000 mètres de câbles et l'installation de 4 000 postes téléphoniques à travers tous les pavillons de l'UQAM, des plus récents (encore en construction) aux plus anciens (Judith-Jasmin). Ce projet d'innovation technologique – le plus grand en Amérique du Nord – a duré un an et se termine dans les délais ainsi que dans les budgets prévus, grâce à une collaboration exception-



Claude-Yves Charron

nelle entre le SITel qui y a monopolisé ses équipes jour et nuit, le Service des immeubles et de l'équipement et Bell Canada, le principal fournisseur. «Une très belle réussite», de préciser le vice-recteur avec fierté.

La Politique de sécurité informatique qui devrait être adoptée au début de 2005 fait actuellement l'objet d'une vaste consultation en vue de responsabiliser les usagers aux défis que présente la sécurité des réseaux dans les organisations de la taille de l'UQAM. «On ne peut plus se permettre de couper notre lien Internet comme on l'a fait ces derniers mois pour contrer des attaques de pourriels ou de virus venant de l'extérieur, mais propagés à l'interne par des utilisateurs insuffisamment conscientisés.

Internet est l'outil quotidien de tout le monde, étudiants, employés, professeurs», d'expliquer M. Charron. «Tous les organismes de notre taille rencontrent ces défis. Il faut adapter nos politiques à nos réalités.» Une politique de sécurité informatique est donc devenue une nécessité pour préserver les actifs communicationnels échangés sur notre réseau de télécommunications.

Autre immense chantier, celui du renouvellement des systèmes d'information de gestion (SIG), est sur le point de démarrer concrètement avec l'embauche d'un chef de projet, M. Mario Ménard, la rédaction du devis technique et le lancement de l'appel d'offres au printemps 2005. Rappelons que les SIG, c'est le dossier étudiant (de l'admission à la diplomation) de 42 000 étudiants, les ressources humaines et la paie de 4 600 employés, professeurs, chargés de cours, les services financiers et les approvisionnements, bref ces systèmes touchent tous les aspects de la vie universitaire. Ce très grand projet s'échelonnant sur plusieurs années est devenu nécessaire en raison de la vétusté et du manque de compatibilité des systèmes en place qui ne peuvent plus être mis à niveau et menacent de craquer sous la demande. Ce projet institutionnel mobilisera l'ensemble de la communauté universitaire, de conclure M. Charron.

Vice-rectorat aux ressources humaines et aux affaires administratives

Le vice-rectorat aux ressources humaines et aux affaires administratives a un agenda très rempli pour l'année 2004-2005. L'un des dossiers dans lequel il mettra toutes ses énergies pour qu'il parvienne à son terme et dans les délais impartis, est celui de l'équité salariale. Un autre jugé tout aussi «important et prioritaire» par M. Malservisi sera de conclure une première convention collective avec le syndicat des étudiants-employés détenteur d'une toute nouvelle accréditation et qui regroupe plus de mille auxiliaires d'enseignement, correcteurs, démonstrateurs, assistants de recherche.

Pour ce qui est du projet de Politique de harcèlement psychologique dont la consultation vient de se terminer auprès des syndicats et associations, le vice-recteur pense pouvoir déposer une recommandation au Conseil d'administration de l'UQAM très bientôt, en janvier prochain au plus tard, dès que l'harmonisation avec d'autres politiques existantes (ex. harcèlement sexuel) sera complétée.

La conclusion d'une entente de principe avec le syndicat des chargés de cours dans le but de définir de nouveaux statuts pour ce personnel enseignant – un autre très important dossier sur la table – permet d'envisager la mise sur pied d'un projet pilote qui favorisera une plus grande intégration et participation des chargés de cours aux diverses missions de l'Université.



Mauro Malservisi

Il reste à compléter la mise en place du projet pilote avec les deux syndicats des professeurs et chargés de cours.

La conciliation travail-famille peut paraître un nouveau «chantier» pour certains, mais ne l'est pas du tout à l'UQAM puisque plusieurs mesures répondent déjà à cette problématique, précise le vice-recteur. «Il s'agit ici de revoir l'ensemble des mesures existantes, de les systématiser et de les inscrire dans un programme ou un plan institutionnel.» Par ailleurs, le vice-recteur entend rencontrer les syndicats et les associations afin que la conciliation travail-famille s'inscrive dans une démarche visant à créer une plus grande qualité de vie au travail.

La mise en application de la

Politique de reconnaissance des personnels et des équipes de travail adoptée l'an passé progresse et, à cet effet, deux comités ont été formés, les comités de synergie et le jury d'attribution des «Prix reconnaissances» qui devrait dès cette année faire ses recommandations en vue de souligner le travail d'équipes exceptionnelles. Par ailleurs, le vice-rectorat poursuivra ses actions dans le but de préparer une relève de qualité à l'UQAM en élaborant des profils de compétence et identifiant des postes dits vulnérables.

En ce qui regarde la consolidation des processus administratifs, plusieurs actions sont à l'ordre du jour : le plan de conservation des immeubles et la politique énergétique à mettre en œuvre; la planification des besoins et de la médiatisation des salles de cours à poursuivre; les plans directeurs immobiliers et des espaces à compléter.

Rappelons que le Pavillon des sciences biologiques et le «Cœur des sciences» seront complétés et livrés l'été prochain, grâce au suivi exemplaire et méthodique de Nicolas Buono dans ce dossier et aux équipes de construction qui ont fait et poursuivent un travail remarquable d'efficacité et de coordination. Les travaux de restauration de l'édifice de La Patrie sur Sainte-Catherine sont également sur le point de commencer. On sait que cet édifice sera réservé aux activités de la «Maison des sciences humaines».

Vice-rectorat aux études

Accessibilité et réussite aux études, consolidation et développement de programmes, recrutement des étudiants sont des mots qui reviennent souvent dans la bouche de Carole Lamoureux, vice-rectrice aux Études. Si la dernière année a été fertile en réalisations de toutes sortes (adoption d'une nouvelle politique d'évaluation périodique des programmes, développement du Fonds d'accessibilité et de réussite aux études, (FARE) relance des campus régionaux, etc.), l'année 2004-2005 s'annonce tout aussi prometteuse.

La grande priorité de ce vice-rectorat sera la consolidation et le développement des études de cycles supérieurs. «Note encourageante, nous avons enregistré, depuis l'automne 2000, une hausse de 20 % de nos étudiantes et étudiants aux cycles supérieurs. Maintenant, on doit s'assurer que nos programmes soient de très haute qualité et que nos étudiants parviennent à terminer leurs études», explique Mme Lamoureux.

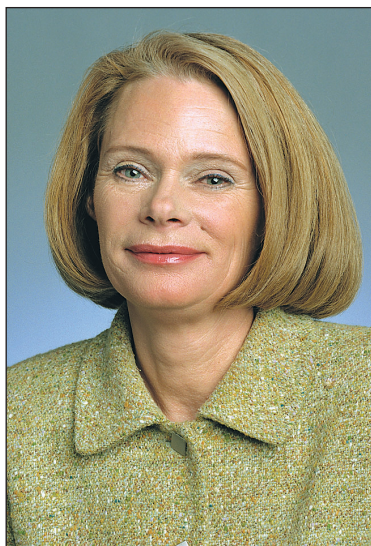
«Dans certains secteurs, il s'agit de développer de nouveaux programmes, dans d'autres on doit plutôt les consolider ou les réviser, ou encore mettre l'accent sur le recrutement. Chose certaine, nous ne lancerons pas une vaste opération de révision de tous les programmes comme cela avait été fait pour le premier cycle, mais les facultés auront à se pencher sur leur programmation dans le cadre d'un plan de développement intégré», ajoute la vice-rectrice.

Par ailleurs, le Règlement no 8 des Études de cycles supérieures sera révisé cette année et donnera aux facultés les moyens dont elles ont besoin pour repenser leur programmation. «L'établissement de nouvelles passerelles entre le premier cycle et les cycles supérieurs, les possibilités d'arrimage entre les Diplômes d'études supérieures spécialisées (DESS), les programmes courts et ceux de maîtrise, la présence grandissante de programmes pluridisciplinaires et de doctorats à caractère professionnel constituent autant de développements qui obligent à revoir le Règlement no 8», précise Mme Lamoureux.

Au chapitre de l'accessibilité et de la réussite aux études, le renforcement de l'aide financière aux étudiants s'avère essentielle, affirme la vice-rectrice. Grâce au programme FARE (Fonds d'accessibilité et de réussite aux études), les programmes de bourses, à tous les cycles, devraient être améliorés.

«L'an dernier, nous avons conçu un nouveau programme de bourses d'excellence pour les étudiants des cycles supérieurs et leur processus d'octroi a été décentralisé. Selon les besoins des différents programmes, il sera désormais possible d'offrir des bourses au moment du recrutement pour attirer les meilleurs candidats, en cours de programme ou en fin de parcours afin de permettre aux étudiants de terminer leurs études.»

Parmi les autres mesures rattachées au programme FARE qualifié d'avant-gardiste en raison de son caractère intégrateur, mentionnons la



Carole Lamoureux

mise sur pied d'un Centre de ressources et d'appui à l'apprentissage et les programmes préparatoires aux études universitaires. «La maîtrise d'œuvre relèvera des facultés, mais le Vice-rectorat aux études leur fournira tout l'appui institutionnel nécessaire», poursuit Mme Lamoureux.

Le développement de la formation continue sera également poursuivi, en particulier aux cycles supérieurs, là où s'exprime la demande la plus forte. Quant aux Centres d'études universitaires, aujourd'hui rebaptisés *Campus régionaux*, ils connaissent actuellement une importante expansion avec une moyenne de 15 % de nouveaux inscrits cette année.

«Au cours des prochains mois, des ressources seront mises à la disposition des facultés qui désirent s'implanter en région, l'objectif étant, dans une perspective de décentralisation, de s'assurer que leur programmation et leurs forces en recherche répondent mieux aux besoins socio-économiques des régions situées en périphérie de Montréal.»

Enfin, autre grand dossier, la valorisation de la tâche d'enseignement dans la carrière professorale. «Plusieurs mesures sont envisageables. Par exemple, on pourrait renforcer la formation à la pédagogie universitaire auprès de nos auxiliaires d'enseignement et dans le cursus même des études doctorales. Nous avons déjà trois programmes de doctorat comprenant des cours de pédagogie universitaire. Dernièrement, nous avons aussi créé, pour les nouveaux professeurs, le Centre de formation et de recherche en enseignement supérieur (CEFRES) qui a dû augmenter le nombre de ses sessions de formation afin de mieux répondre aux besoins. Au fond, plus les enseignants aimeront enseigner, plus les étudiants aimeront apprendre», conclut Mme Lamoureux.

Vice-rectorat aux affaires publiques et au développement

Le nouveau Vice-rectorat aux affaires publiques et au développement, créé l'an passé, a l'avantage de regrouper, en une dénomination plus claire, des activités de communications prises dans le sens le plus large possible, c'est-à-dire information universitaire, relations avec la presse, avec les gouvernements, avec les diplômés, et des activités de développement (collecte de fonds autant auprès du secteur privé que des organismes publics qui ont des programmes particuliers de soutien aux universités). Les avantages de ce regroupement sont nombreux, affirme le vice-recteur Pierre Parent, autant en termes de vision, de définition des mandats, de visibilité, d'image, que de synergie d'actions.

Le dossier le plus englobant du vice-rectorat demeure la campagne majeure de développement qui se poursuit jusqu'en 2007. C'est la plus grande campagne de l'histoire de l'UQAM qui a pour objectif de recueillir 50 millions \$.

«Plus de 42 millions \$ sont déjà acquis grâce à l'apport des grandes compagnies et celui de la communauté universitaire qui a compris les enjeux de cette campagne et a contribué avec enthousiasme. Il est très important pour les partenaires extérieurs, affirme Pierre Parent, que les gens qui font l'UQAM croient en son développement.»

À la barre à la Fondation de l'UQAM, l'équipe interne a été renouvelée, dynamisée, et est d'attaque



Pierre Parent

pour poursuivre avec le Cabinet de campagne composé de partenaires de premier plan de la collectivité québécoise.

La campagne majeure n'est pas uniquement une collecte de fonds mais permet d'affirmer la crédibilité de l'UQAM et de développer des partenariats et des complicités avec les communautés que nous desservons, soutient M. Parent. La campagne *Prenez position* a permis en outre de créer une image de notoriété et un positionnement unique de l'UQAM en tant qu'institution affirmée, reconnue et respectée.

La campagne majeure qui s'amorce auprès des diplômés ouvre un très grand chantier car il faudra redéfinir le type de rapport que l'Université souhaite entretenir et maintenir avec ses diplômés. «C'est un travail de longue haleine. La Direction sera appelée sous peu à prendre des décisions stratégiques très importantes dans ce dos-

sier. Les facultés auront un grand rôle à jouer dans l'établissement de liens avec leurs diplômés. Contrairement aux autres universités, l'UQAM a sept associations de diplômés plutôt qu'une seule et il est très pertinent qu'il en soit ainsi.»

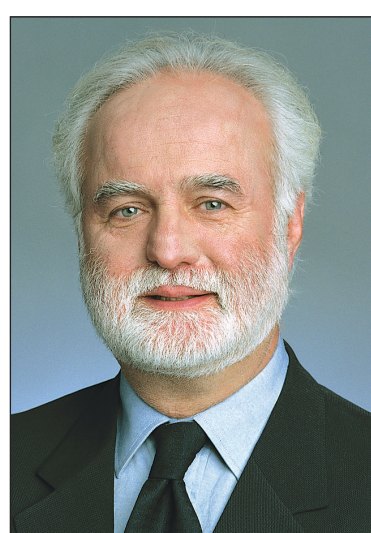
Depuis trois ans, souligne M. Parent avec fierté, l'Université a pris un «virage magistral» en ce qui concerne les communications internes et externes. L'UQAM a maintenant des outils de communication crédibles et performants qui ont le soutien de la communauté universitaire. Rappelons que 92 % des personnes sondées par le journal *L'UQAM* se sont dites satisfaites de cette publication. Le magazine *Inter-* créé l'an dernier a reçu de nombreux éloges et contribue à consolider le sentiment d'appartenance des diplômés envers leur *alma mater*. Le Service des communications entend aussi revoir cette année l'architecture et la mise à jour du site Web institutionnel de façon à le rendre plus convivial pour ses nombreux utilisateurs.

Au chapitre des relations gouvernementales, l'UQAM a raffermi ses liens et accru sa visibilité auprès des décideurs publics tant à Ottawa, à Québec qu'à la Ville de Montréal. Enfin, le vice-rectorat proposera une stratégie pour affirmer la présence de l'UQAM dans la communauté, au moyen de grands débats sur des sujets d'actualité, à l'exemple de la série sur les élections américaines qui a connu un franc succès.

Vice-rectorat à la planification et à la vie étudiante et secrétariat général

Le vice-rectorat a deux grands projets qui verront leur aboutissement en 2004-2005. Il s'agit bien entendu de la planification stratégique institutionnelle et du plan d'action aux Services à la vie étudiante.

L'opération de planification stratégique, rappelons-le, a démarré il y a deux ans dans le sillage du *Projet institutionnel renouvelé* présenté par la direction en avril 2002. Plus de 120 personnes y ont participé – professeurs, chargés de cours, cadres, professionnels et employés de soutien – réparties en huit groupes de réflexion, pour poser un diagnostic sur l'Université: le rôle de l'UQAM dans la communauté, la formation aux trois cycles, la recherche et la création, les populations étudiantes, l'ouverture sur le monde, le développement et la valorisation du personnel, les nouvelles technologies et le financement. Ces groupes ont remis leurs rapports en juin 2003 et le travail de synthèse des rapports a été complété à l'automne 2003. Un comité conseil a ensuite pris la relève pour proposer des choix et déterminer des priorités parmi les objectifs stratégiques et opérationnels et les moyens d'action. Ce «Comité conseil sur la planification institutionnelle» a mis de l'avant huit priorités qui constitueront autant



Jacques Desmarais

d'axes de développement pour les cinq prochaines années ainsi qu'une proposition de mise à jour de l'énoncé de mission de l'UQAM.

«Le Comité conseil est allé plus loin que retenir des priorités, il propose des moyens et certains repères qui vont nous permettre de mesurer notre progression et corriger le tir le cas échéant. Ça c'est très nouveau à l'UQAM. Les contrats de performance nous avaient forcés à penser en termes d'indicateurs de mesure. Ici, nous nous donnerons nous-mêmes des repères pour nous guider dans notre développement», d'expliquer le vice-recteur Jacques Desmarais. «L'exercice

globalement n'a pas été facile, mais témoigne de la maturité que nous avons acquise collectivement. Il a obligé tout le monde à tout regarder, à revoir notre action, réaffirmer notre mission, fixer des cibles et des repères. C'est un changement de culture.»

L'exercice de planification stratégique dans un service a été tenté avec succès aux Services à la vie étudiante (SVE). Il sera opportun de demander aux facultés et aux services d'articuler leurs plans de développement en fonction de cette démarche stratégique, d'ajouter le vice-recteur. «Aux SVE, la planification a mobilisé la totalité du personnel, les obligeant à poser des questions en termes d'objectifs, de moyens et de repères. Leur plan d'action, découlant de la grande consultation de 2003, est maintenant prêt et sera soumis pour adoption au Comité de la vie étudiante de décembre et déposé à la Commission des études en 2005. Le grand défi des SVE sera d'adapter sa prestation de services à la réalité des facultés qui ont des priorités différentes, de poursuivre M. Desmarais. Le Centre de ressources et d'appui à la réussite, par exemple, devra être constitué en lien étroit avec les facultés.» Pour conclure, le poste à la direction des Services à la vie étudiante sera comblé sous peu.

PUBLICITÉ

Toutes les langues autochtones sont menacées

Une «loi 101» pourra-t-elle arranger les choses?

Dominique Forget

Situé sur la rive de la rivière Nicolet, en Mauricie, Odanak est un paisible village où les Abénaquis ont choisi de s'installer, il y a plus de 300 ans. Aujourd'hui, la communauté autochtone y est encore très active, mais personne ne parle la langue des ancêtres, l'abénaquis. Pourtant, il y a 50 ans à peine, la langue était encore bien vivante au sein de la communauté.

Cette situation n'est pas unique, loin de là. Parmi les 170 langues autochtones qui étaient parlées sur le territoire canadien à l'arrivée des colons, seulement 50 sont toujours vivantes. De celles-ci, 47 seraient menacées de disparaître en l'espace d'une ou deux générations. Seuls le cri, l'ojibway et l'inuktitut auraient un nombre suffisant de locuteurs pour assurer leur survie.

C'est pour jeter les bases d'un plan d'action pour la préservation et la revitalisation des langues dans les communautés autochtones du Québec que le Conseil en Éducation des Premières Nations (CEPN) a organisé, du 24 au 26 octobre dernier, la 2^e Conférence sur les langues autochtones. Le chef de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, Ghislain Picard, n'a pas hésité à réclamer l'élaboration d'une législation pour assurer la survie des langues autochtones. Les communautés auront-elles bientôt droit à leur propre loi 101?

«Je comprends très bien les préoccupations de l'Assemblée et du CEPN», affirme Lynn Drapeau, professeure au Département de linguistique et de didactique des langues et spécialiste des langues autochtones. «Que ce soit par le biais d'une législation ou une d'autre mesure, il faut intervenir. C'est tout un pan du patrimoine humain qui est en train de disparaître. À mon avis, toutes les langues autochtones sont menacées, même le cri, l'ojibway et l'inuktitut.»

Le gouvernement fédéral se contente généralement d'ajouter le nombre de locuteurs d'une langue pour déterminer si elle est menacée ou non. Or, les locuteurs des langues autochtones sont répartis sur un immense territoire et n'ont pas nécessairement accès les uns aux autres. De plus, très souvent, les langues sont fractionnées en une multiplicité de dialectes. Les Cris qui se trouvent à l'ouest de la Baie James ne comprennent pas nécessairement ceux qui sont établis dans le nord du Québec.

Il suffit d'une génération

Sauf exception, les jeunes Amérindiens, Métis et Inuit sont scolarisés dans une des deux langues officielles du pays, soit le français ou l'anglais. Cela dit, plusieurs écoles autochtones enseignent également aux élèves la langue de leurs ancêtres. «Généralement, les matières de base sont dispensées en français ou en anglais, précise Mme Drapeau. Développer du matériel pédagogique dans les langues autochtones demande beaucoup de ressources et une volonté indéfectible.»

Les langues indigènes sont donc enseignées comme langue seconde.



Photo : Martin Brault

Lynn Drapeau, professeure au Département de linguistique et de didactique des langues.

Mais encore là, les choses ne sont pas faciles. Les professeurs eux-mêmes ne maîtrisent pas toujours la langue qu'ils doivent enseigner. Il existe très peu d'écrits dans les langues ancestrales qui sont avant tout des langues de tradition orale. Il y a quelques fois des grammaires, des lexiques ou des dictionnaires, parfois des traductions de la bible ou de prières rédigées par les missionnaires d'antan, mais les missionnaires écrivaient ces langues à l'oreille.

«Plusieurs Autochtones qui ont fréquenté l'école maîtrisent mieux l'anglais ou le français que leur langue

ancestrale, souligne Mme Drapeau. À partir du moment où la maîtrise d'une langue est imparfaite, c'est très dangereux. Les gens choisissent généralement de s'exprimer dans la langue où ils sont le plus à l'aise. Ainsi, les jeunes parents se mettent spontanément à parler à leurs enfants en français ou en anglais. Du coup, les grands-parents, qui sont souvent bilingues, se mettent aussi à parler l'anglais ou le français aux enfants. Or, la transmission intergénérationnelle est le pré-requis absolu pour le maintien d'une langue. Il suffit d'une génération pour que le tort se fasse.»

Lynn Drapeau a mené des enquêtes au sein de deux communautés montagnaises différentes, à Betsiamites et à Pointe-Bleue, sur la Côte-Nord. «Lorsque nous interrogeons les Montagnais sur l'importance de leur langue, ils répondent en très grande majorité qu'ils veulent la maintenir et la transmettre à leurs enfants. Il y a donc un hiatus entre le cœur et l'action. En fait, lorsque les Autochtones parlent en anglais ou en français, ils pensent que ce n'est pas bien grave. C'est une phrase par-ci par-là. Ils se rendent compte des effets pervers uniquement lorsqu'il est trop tard.»

Plus que la législation, la sensibilisation

Une loi visant à préserver et à promouvoir les langues autochtones aurait sûrement sa place, croit Mme Drapeau. À l'instar de la loi 101, elle pourrait augmenter le nombre de contextes dans lesquels les langues autochtones sont utilisées : l'école, l'affichage public ou le milieu de travail par exemple. Mais une mesure législative ne saurait suffire. «On ne peut pas forcer les gens à parler une langue, fait valoir Mme Drapeau. Je pense qu'avant tout, il faut sensibiliser les Autochtones à la beauté de leurs langues et aux impacts de leurs comportements vis-à-vis celles-ci.»

Il ne faut pas oublier que les

Autochtones sont soumis aux mêmes pressions que la population en général. Les parents veulent que leurs enfants réussissent à l'école, qu'ils aillent au cégep et à l'université. Ces derniers établissements n'offriront jamais leurs cours en langue autochtone. «Comme tout le monde, ils se retrouvent dans une société du savoir. Leur économie traditionnelle s'est à toute fin utile éffondrée. C'est très déchirant pour eux. Mais je pense qu'on peut mettre en place des conditions qui rendront les gens fiers de parler leur langue ancestrale.»

En 1991, Mme Drapeau a publié un dictionnaire du Montagnais qui comprenait près de 22 000 mots. Au cours de la prochaine année, elle compte entreprendre la préparation d'une grammaire montagnaise. «J'ai passé plusieurs années au sein des communautés montagnaises de la Côte-Nord, dit-elle. Je suis très attachée à ces gens. Si leur langue disparaît, ils ne se fonderont pas automatiquement dans le tout commun. On n'a qu'à penser aux Mohawks qui sont maintenant presque exclusivement anglophones, mais qui ont conservé leur spécificité. Cependant, la disparition d'une langue reste quelque chose de très triste. C'est un arrêt brutal dans la transmission d'une tradition ancestrale.» ●

PUBLICITÉ

PUBLICITÉ

L'ombre du père

Passionnément aimé ou haï, rarement indifférent, le père est « l'intime étranger » qui pour certaines femmes demeure inaccessible. Pour celles-là, une place reste vide dans leur vie psychique. Le père projette son ombre sur leur personnalité et sur les hommes de leur vie. Elles tisseront ainsi des liens d'amour et de haine, d'idéalisation et de destruction, de violence et de passion, explique dans «*Filles sans père. L'attente du père dans l'imaginaire féminin*» Louise Grenier, chargée de cours au Département de psychologie.

Comment combler le manque du père? S'agit-il de rencontrer un père, ou au contraire, d'en faire le deuil? Psychologue et psychanalyste en pratique privée, l'auteure s'adresse aux femmes en mal du père, qui cherchent à guérir cette peine, ainsi qu'aux pères désirant mieux comprendre leur fille. Par le biais d'exemples inspirés de cas cliniques, de bio-



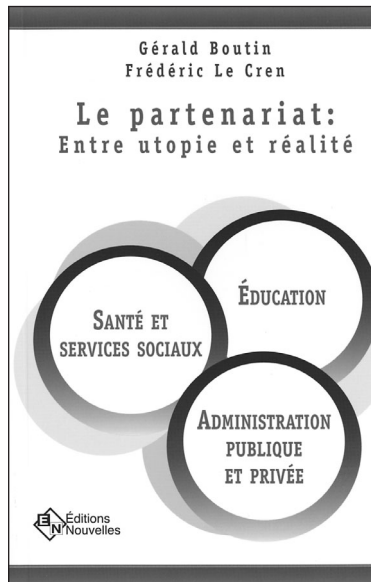
graphies et de fictions littéraires ou cinématographiques, elle explore divers destins féminins marqués par l'attente du père, dévoilant leur complexité, leurs issues réparatrices et le pouvoir curatif de la parole. Publié aux Éditions Quebecor.

Le partenariat sous tous ses angles

S'il y a un mot magique qui, depuis quelques années, se retrouve sur toutes les lèvres des décideurs dans divers milieux, c'est bien celui de partenariat. En quoi se distingue-t-il de la coopération ou de la collaboration? Le partenariat n'est-il qu'une façon détournée d'exercer le pouvoir comme certains le soutiennent?

Le professeur Gérald Boutin du

Département d'éducation et formation spécialisées, également directeur du Bureau de la formation pratique des programmes d'enseignement, et Frédéric Le Cren, professeur associé à l'UQAM et chef de projet au CLSC René-Cassin/Institut de gérontologie sociale du Québec, sont les auteurs de l'ouvrage intitulé *Le partenariat : entre utopie et réalité*. Ils se penchent ici sur les définitions attribuées à ce terme, sur ses origines, ses modalités, ses limites, ses dérives et, surtout en



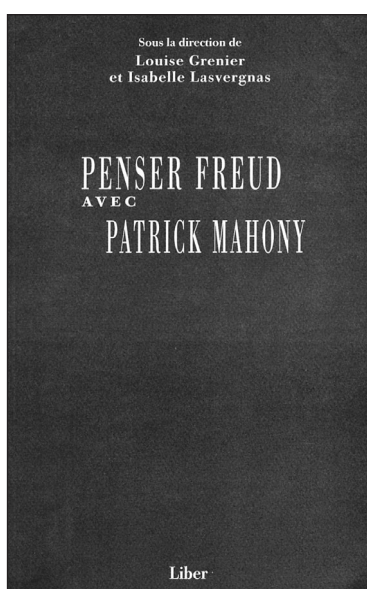
proposent une nouvelle lecture en offrant des modes de fonctionnement et d'évaluation à tous ceux qui désirent «entrer en partenariat».

Le contenu et les principes qui se dégagent de ce livre concernent tant l'éducation, la santé et les services sociaux que l'administration publique et privée. Paru aux éditions Nouvelles.

L'héritage freudien

Penser Freud avec Patrick Mahony, publié aux éditions Liber sous la direction de la professeure Isabelle Lasvergnas (sociologie) et de la chargée de cours Louise Grenier (psychologie), est le fruit d'une collaboration entre auteurs venus d'horizons divers qui tous reconnaissent l'apport exemplaire du travail historique de Patrick Mahony, lui-même psychanalyste, exégète et critique de Freud.

Outre deux textes originaux de Mahony, on trouve dans cet ouvrage une analyse de ses positions théoriques et cliniques, de sa méthode d'investigation et de sa critique. Patrick Mahony a renouvelé l'interprétation de la psychanalyse, tout en secouant l'institution psychanalytique. Depuis 30 ans, il poursuit un parcours original et exigeant d'interrogation de l'héritage freudien. L'examen minutieux auquel il soumet

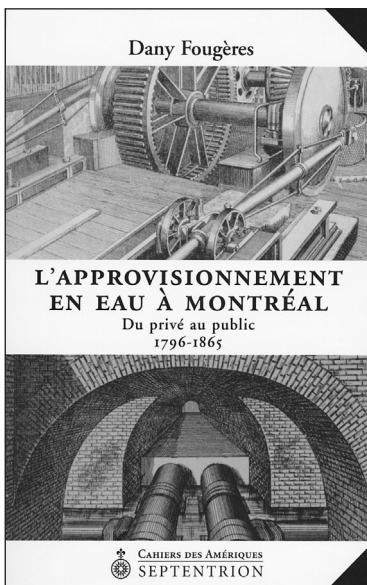


les grandes études de cas de Freud demeure marquant et ses efforts pour soustraire la réflexion critique à l'idéalisation du père fondateur de la psychanalyse agissent toujours comme un choc. Certains auteurs s'inspirent de Mahony pour «penser Freud» à partir notamment de la fiction littéraire, tandis que d'autres questionnent sa démarche historique. Mais tous admettent une dette de savoir à son égard.

Histoire du service d'eau

Dany Fougères, chargé de cours aux départements d'histoire et de géographie, est l'auteur d'une histoire de l'établissement du service d'eau à Montréal au cours du 18e siècle. Dans son ouvrage intitulé *L'approvisionnement en eau à Montréal, du privé au public (1796-1865)*, publié aux éditions du Septentrion, il propose une lecture multidisciplinaire qui emprunte notamment les outils du juriste, de l'ingénieur et de l'économiste spatial.

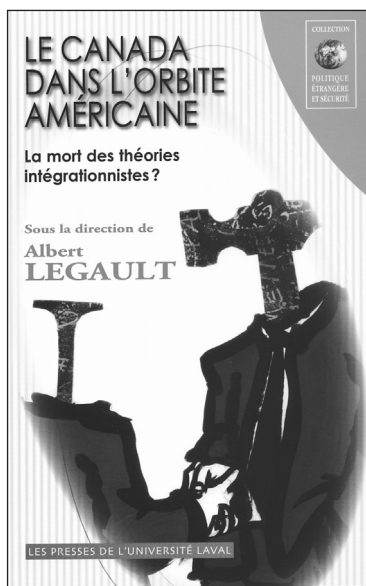
À travers la mise en place de ce nouveau service d'eau potable, de-



venu en 1851 un service public à part entière, le lecteur découvre le quotidien de la population montréalaise dans ses rapports à l'hygiène, à la salubrité, à la consommation et à la sécurité. Il peut aussi suivre les mécanismes de partage entre le secteur privé et le secteur public d'un service tellement essentiel qu'on le tient pour acquis. Plus largement, l'ouvrage de Dany Fougères s'inscrit dans le champ de l'histoire urbaine et de l'étude des rapports entre science, technologie et société. Soulignons que l'auteur est également associé aux travaux du Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST) basé à l'UQAM.

Relations canado-américaines

Comment le Canada peut-il survivre dans l'orbite américaine sans être happé par son puissant voisin? Telle est la question centrale soulevée par l'ouvrage *Le Canada dans l'orbite américaine*, publié sous la direction du professeur Albert Legault du Département de science politique et dans le-



quel huit auteurs de l'UQAM s'interrogent sur le sens de ce phénomène qui ne connaît aucune frontière. Les sujets abordés sont vastes : les questions d'immigration et de sécurité, d'énergie, de production de biens de défense et enfin de télécommunications.

Comme l'écrit Albert Legault, depuis le 11 septembre 2001, les problèmes de commerce et de sécurité sont désormais à l'avant-plan des agendas politiques du Canada et des États-Unis, lesquels vivent une période de transition politique incertaine tout en semblant reconnaître que ce qui se passe chez l'un a des effets immédiats sur l'autre.

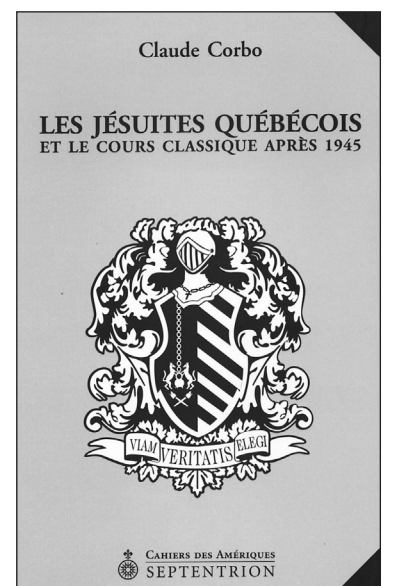
Les auteurs soulignent ici que les

concepts d'intégration et de souverainisme appartiennent au passé tandis que les notions d'interopérabilité et/ou de «solidarité organique» se situent à mi-chemin entre l'intégration et l'absorption d'un pays par l'autre. Publié aux Presses de l'Université Laval.

Retour sur le cours classique

Les jésuites québécois et le cours classique après 1945 est le titre du plus récent essai du professeur Claude Corbo du Département de science politique, publié aux éditions du Septentrion. Sans nostalgie aucune, l'auteur reconstitue l'ultime plaidoyer des milieux jésuites québécois à la défense du cours classique.

Dès les lendemains de la Deuxième Guerre mondiale, un intense débat sur l'éducation s'engage au Québec qui culminera avec les travaux de la commission d'enquête sur l'enseignement instituée en 1961. Le cours classique ne survivra pas au rapport Parent ni à la réforme générale de l'éducation qui caractérise la Révolution tranquille. Mais dans les milieux jésuites, des professeurs et des penseurs de l'éducation s'emploient à définir, expliquer et justifier leur idéal de l'enseignement classique en réponse à des questions fondamentales : Qu'est-ce qu'une bonne éducation secondaire? En quoi le cours



classique offre-t-il la meilleure éducation secondaire? Pourquoi étudier le latin et le grec? Quelle pédagogie faut-il privilégier?

Qu'il s'agisse de la nature de la formation secondaire ou des bases de l'identité québécoise, Claude Corbo invite le lecteur à réfléchir sur des enjeux fondamentaux qui demeurent d'une vive actualité.

PUBLICITÉ

LUNDI 15 NOVEMBRE

Bibliothèque centrale de l'UQAM

Exposition : «Gombrowicz, sa vie et son oeuvre», jusqu'au

30 novembre.

Renseignements : 987-6114

Département de chimie

Conférence : «Easy 'Snap-on'

Chemistry for Conjugated Materials», à 11h.

Conférencier : M. Will Skene, professeur au Département de chimie de l'Université de Montréal. Pavillon de chimie et biochimie, salle CB-1170.

Renseignements :

www.er.uqam.ca/nobel/dep_chim/dep_chim.htm

MARDI 16 NOVEMBRE

Galerie de l'UQAM

Exposition : «Peter Gnass.

Couper/Coller», jusqu'au 27

novembre, du mardi au samedi de 12h à 18h.

Commissaires : Louise Déry, Jocelyne Fortin et collaborateurs.

Pavillon Judith-Jasmin, salle J-R120.

Renseignements :

galerie@uqam.ca

www.galerie.uqam.ca/

Chaire Hector-Fabre d'histoire

du Québec et Association

québécoise d'histoire politique

Table-ronde autour de l'ouvrage :

Débats sur la Fondation du Canada, de 12h30 à 14h.

Conférenciers : Stéphane Kelly et

Guy Laforest, professeurs à

l'Université Laval; Marc Chevrier,

professeur au Département de

sciences politiques de l'UQAM.

Pavillon Hubert-Aquin, salle A-5020.

Renseignements :

Stéphane Paquin

987-3000, poste 7950

paquin.stephane@uqam.ca

www.unites.uqam.ca/chf

Département d'histoire

Conférence : «Pocahontas : un

mythe des blancs», de 12h30 à 14h,

avec Bernard Vincent, Université

d'Orléans.

Pavillon Hubert-Aquin, salle A-6290.

Renseignements :

Greg Robinson

987-3000, poste 2099

robinson.greg@uqam.ca

Service de la formation continue

Café-causerie : «L'art de vivre ou

comment bien mener son existence», de 13h30 à 15h.

Conférencier : M. Yvon Simard.

Carrefour des Générations, pavillon

Maisonnette, salle B-R200.

Renseignements :

Claire Landry

987-7784

landry.claire@uqam.ca

www.synergies50.org

MERCREDI 17 NOVEMBRE

École supérieure de théâtre

Production libre : *Les tracas*

d'*Oniria*, à 13h30. Également le

18 novembre à 13h30 et à 20h, le

19 novembre à 20h et le

20 novembre à 14h.

Texte de Maude Gareau et mise en

scène de Marie-Pierre Nadeau.

Studio d'essai Claude-Gauvreau

(J-2020).

Renseignements :

Denise Laramée

987-4116

laramee.denise@uqam.ca

www.estuqam.ca

Département de science politique

Conférence : «La Russie : État et

société civile sous Poutine», de

12h30 à 14h.

Conférencier : David Mandel,

UQAM; commentateur : Michel

Roche, UQAM.

Pavillon Hubert-Aquin, salle A-3316.

Renseignements :

Jacques Hérivault

987-3000, poste 1609

herivault.jacques@uqam.ca

GEPI (Groupe d'études psychana-

lytiques interdisciplinaires)

Conférence-midi : «Anthropologie

du rêve», de 12h30 à 14h.

Conférencières : Louise Grenier,

coordonnatrice du GEPI, Sophie

Jama, Ph D. en anthropologie,

Université de Nice-Sophia Antipolis

(France), Marie Hazan, professeure

au Département de psychologie.

Pavillon J.-A.-DeSève,

salle DS-1950.

Renseignements :

Louise Grenier

987-4184

gepi.psa@internet.uqam.ca

www.unites.uqam.ca/gepi/

Chaire Raoul-Dandurand en

études stratégiques et

diplomatiques

Conférence : «Les relations États-

Unis-Canada», à 14h, avec Paul

Cellucci, ambassadeur des États-

Unis au Canada.

Pavillon Hubert-Aquin,

salle A-M050.

Renseignements :

987-6781

chaire.strat@uqam.ca

www.dandurand.uqam.ca

Chaire UNESCO d'étude des

fondements philosophiques

de la justice et de la société

démocratique

Table-ronde : «Le citoyen n'est-il

qu'un électeur?», de 14h30 à 18h.

Conférenciers : E. Barot, P.-M.

Vernes, M. Antaki, P. Després, F.-X.

Inchauspé, A.-M. Trahan.

Pavillon Thérèse-Casgrain,

salle W-5215.

Renseignements :

Josiane Boulad-Ayoub

987-3000, poste 3252

Le soi et l'autre

Conférence : «Images de l'Amérique

chez Paul Morand et Wolfgang

Koeppen. De *Champions du monde*

(1930) à *Amerikafahrt* (1959), de

17h à 21h.

Conférencier : Patrick Bergeron,

stagiaire postdoctoral.

Pavillon Saint-Denis, salle AB-9120.

Renseignements :

Denyse Therrien

987-3000, poste 1578

therrien.denyse@uqam.ca

www.er.uqam.ca/nobel/soietaut/

CEIM (Centre Études internatio-

nales et Mondialisation)

Conférence : «Le militarisme : la

solution pour la paix?», de 19h à

21h. Nombreux conférenciers.

Foyer de la salle Marie-Gérin-Lajoie

(J-M400).

Renseignements :

Justin Massie

987-3000, 3910

ceim@uqam.ca

www.ceim.uqam.ca

Département de musique

Concert : «Musique sacrée d'Haïti»,

au profit des sinistrés des Gonaïves,

à 19h30, une réalisation de la

Société de recherche et de diffusion

de la musique haïtienne avec la

collaboration du Département de

musique de l'UQAM.

Direction : Miklós Takács.

Chapelle Notre-Dame-de-Lourdes

430, rue Sainte-Catherine Est

Renseignements :

677-8418

JEUDI 18 NOVEMBRE

Département des sciences

économiques

Séminaire : «A Political Economy

Model of Congressional Careers», à

15h30.

Conférencier : Antonio Merlo,

University of Pennsylvania;

Pavillon des Sciences de la gestion,

salle R-5460.

Renseignements :

www.economie.uqam.ca/bienvenue.asp

CREQC (Chaire de recherche du

Canada en études québécoises et

canadiennes)

Lancement du livre : *Désenclaver la*

démocratie : des huguenots à la paix

des Braves de Geneviève Nootens,

UQAC, de 16h45 à 17h30, suivi de la

conférence : «The Reality of Ame-

rican Multiculturalism : American

Nationalism at Work», de 17h30 à

19h, avec Liah Greenfeld, Boston

University.

Pavillon Athanase-David, D-R200.

Renseignements :

Jacques Hérivault

987-3000, poste 1609

herivault.jacques@uqam.ca

www.creqc.uqam.ca

VENDREDI 19 NOVEMBRE

CREQC

Symposium : «Les relations

fédérales-provinciales», de 9h à 16h,

dans le cadre de la série «Le

fédéralisme canadien : dynamiques

et enjeux politiques».

Conférencier : Michel Seymour,

Université de Montréal; Sarah Fortin,

IRPP; Jacques Léonard, ancien

Président du Conseil du Trésor du

gouvernement du Québec; Luc

Turgeon, Université de Toronto;

Alain Gagnon, UQAM.

Pavillon Athanase-David,

salle D-R200.

Renseignements :

Jacques Hérivault

987-3000, poste 1609

herivault.jacques@uqam.ca

www.creqc.uqam.ca/

Département d'histoire de l'art

Colloque : «Catégorisation et

hérarchisation des objets de culture

à l'ère de la mondialisation», de

9h45 à 16h30.

Nombreux conférenciers.

Salle des Boiseries (J-2805).

Renseignements :

Colette Paquin

987-4169

CIRST (Centre interuniversitaire

de recherche sur la science et la

technologie)

Conférence : «Le parcours insolite

de Louis Rougier, philosophe de la

IIIe République, athée, libéral et

néo-positiviste», de 12h30 à 14h.

Conférencier : Mathieu Marion,

UQAM.

Pavillon Thérèse-Casgrain,

salle W-3235.

Renseignements : 987-4018

cirst@uqam.ca

www.cirst.uqam.ca

Chaire Raoul-Dandurand en

études stratégiques et

diplomatiques

Conférence littéraire : «La politique

étrangère de George W. Bush

expliquée», à 20h.

Conférenciers : Charles-Philippe

David, titulaire de la Chaire Raoul-

Dandurand, et Hervé Fischer.

Salon du livre de Montréal.

Renseignements : 987-6781

chaire.strat@uqam.ca

www.dandurand.uqam.ca

LUNDI 22 NOVEMBRE

«Les animaux ont beaucoup plus de culture que l'on pense.»

Michèle Leroux

Depuis plusieurs décennies, des biologistes ont démontré que les agissements des animaux ne sont pas entièrement déterminés par leurs gènes mais dépendent aussi de leur environnement. Dans un article paru dans la revue *Science*, le 23 juillet dernier, sous le titre «*Public information : from nosy neighbors to cultural evolution*», quatre écologistes du comportement, dont le professeur Luc-Alain Giraldeau du Département des sciences biologiques, poussent la réflexion d'un cran. Les auteurs ont colligé les résultats de diverses études démontrant qu'en observant la performance de leurs congénères, les animaux en tirent de l'information et modifient sur cette base leur comportement. Soutenant que ces processus pourraient générer une évolution culturelle en interaction étroite avec l'évolution biologique, les chercheurs émettent des hypothèses susceptibles d'élargir les pistes de recherches dans le domaine de l'hérédité et de modifier notre perception du fonctionnement de l'évolution.

L'idée que des oiseaux, des poissons ou des rats puissent avoir une «culture» est assez peu répandue et surtout difficilement admise par la communauté scientifique. Tous en conviennent, y compris les auteurs de l'article. Toutefois, les études qu'ils ont recensées dans le cadre de l'article de *Science* soulèvent un questionnement pertinent pour les évolutionnistes.

Des traditions se créent

Dans de nombreuses situations où ils ont à prendre des décisions importantes, que ce soit pour s'approvisionner, éviter les prédateurs, choisir un partenaire de reproduction ou un lieu pour élever leurs petits, les animaux emmagasinent de l'information en observant leurs voisins, qu'ils s'empressent d'imiter lorsqu'ils estiment la stratégie efficace. «Les biologistes ont caractérisé les comportements en considérant qu'ils étaient soit transmis génétiquement, soit acquis, explique M. Giraldeau. Dans certains cas, ils ont peut-être conclu qu'un comportement avait été hérité génétiquement, alors que dans les faits il ne l'était pas. Ils n'ont pas tenu compte que des traditions se créent, quand de nouveaux comportements sont copiés et recopiés dans un groupe... Les animaux ont beaucoup plus de culture que l'on pense», lance-t-il, mi-figue mi-raisin. C'est à ces traditions que les auteurs réfèrent lorsqu'ils parlent d'évolution culturelle.

Contrairement à ce que l'on pensait, il existerait donc, selon les auteurs, des profils comportementaux différents au sein de populations animales et transmis de façon non génétique entre les générations. Prenons l'exemple des épinoches, ces poissons dont le comportement à l'accouplement a été abondamment étudié. «Il était jusqu'à présent admis que la préférence sexuelle des femelles pour les mâles les plus colorés et au comportement de séduction le plus exagéré était transmise génétiquement», signale M. Giraldeau. Pourtant, des expériences ont démontré que lors-



Photo : Martin Brault

Luc-Alain Giraldeau, professeur au Département des sciences biologiques et directeur du Groupe de recherche en écologie comportementale et animale.

qu'on présentait à des jeunes femelles un mâle isolé ayant toutes ces caractéristiques attractives, puis un mâle plus terne courtisant une femelle, les femelles qui observaient les scènes choisissaient ensuite le mâle terne qu'elles avaient vu attirer avec succès une autre femelle. Ce type de comportement, tout comme celui observé chez des rats de Norvège – qui reniflent l'haleine de leurs congénères venant de consommer une proie non familière, avant de se risquer à leur tour – peut être appris et enclencher un processus dit «culturel». Maintenu suffisamment longtemps, cette transmission culturelle pourrait influencer l'évolution biologique, et même conduire à la spéciation. Cette approche rappelle la théorie transformiste et l'hérédité des caractères acquis, une conception élaborée par le naturaliste Lamarck et écartée par le darwinisme et les découvertes dans le domaine de la génétique.

Pas si bêtes, ces oiseaux

Depuis près de 20 ans, M. Giraldeau s'intéresse aux comportements reliés à la recherche et à la consommation de nourriture, plus particulièrement au cleptoparasitisme, un phénomène qui consiste à voler la nourriture découverte par les autres. Pigeons, per-

ruches, étourneaux, pinsons et capucins damiers comptent parmi les espèces qu'il a étudiées. Ses travaux sur les pigeons bisets, effectués pendant ses études doctorales, illustrent les hypothèses émises dans la revue *Science*. M. Giraldeau nous décrit une expérience mettant en scène un vaillant pigeon, prêt à travailler fort pour gagner sa croûte (appelons-le «fournisseur»), et un autre, plus malin, qui se contente d'exploiter les ressources de son voisin. Nommons ce parasite «chaparleur». Lorsqu'ils s'alimentent dans un groupe, très peu d'individus apprennent la tâche, même après plusieurs centaines d'essais. Le chercheur croit que c'est la possibilité de chaparder la nourriture qui empêche les observateurs d'apprendre. M. Giraldeau a aussi démontré que les étourneaux, à l'instar des épinoches et des rats de Norvège, peuvent utiliser la performance de leurs congénères pour juger de la qualité de l'endroit dans lequel ils cherchent de la nourriture.

À la frontière de la psychologie et de la biologie

M. Giraldeau s'intéresse tout particulièrement aux questions de la fréquence de l'exploitation des autres, des conséquences écologiques de

l'apprentissage en situation sociale et, de façon plus théorique, à la taille des groupes de carnivores, ce qui l'a amené à développer une théorie de l'approvisionnement social ou grégaire axée sur l'utilisation de la théorie des jeux et des stratégies évolutivement stables.

Co-auteur avec Thomas Caraco d'un ouvrage intitulé «*Social Foraging Theory*», publié en 2000 aux Presses de l'Université Princeton, M. Giraldeau co-dirige actuellement un manuel d'écologie comportementale dont la parution est prévue pour 2005. Le

21 novembre prochain, M. Giraldeau ira rejoindre son collègue le professeur Johan Bolhuis à l'Université d'Utrecht (Pays-Bas), pour le lancement d'un autre manuel, «*The Behavior of Animals : Mechanisms, Function and Evolution*», qu'ils ont dirigé conjointement, chez Blackwell. M. Giraldeau a assumé la direction du Conseil canadien pour la protection des animaux en 2002-2003. Il préside actuellement le Comité institutionnel pour la protection des animaux ●

Tirages des billets du CPP

Les gagnants des tirages du Centre Pierre-Péladeau, qui ont eu lieu chaque vendredi pour les étudiants et les employés de l'UQAM sont, pour les deux dernières semaines, Mme Thérèse VIENS, commis aux Services à la vie étudiante (Centre sportif) et M. Samuel DANTHINE, professeur au Département des sciences économiques.



BULLETIN DE PARTICIPATION pour le tirage hebdomadaire d'une paire de billets, au choix du gagnant, pour une activité de la programmation 2004-2005 du Centre Pierre-Péladeau. Sont éligibles au tirage tous les employé(e)s et étudiant(e)s de l'UQAM. Les gagnants devront présenter une **Carte UQAM** d'employé ou d'étudiant pour réclamer leur prix. Une même personne ne pourra gagner plus d'une fois au cours de la saison 2004-2005 afin de laisser la chance au plus grand nombre de profiter de cette offre de billets gratuits.

[Écrire en lettres moulées]

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Courriel : _____

Numéro de téléphone : _____

Étudiant(e) – Programme : _____

Employé(e) – Fonction : _____

À déposer dans la boîte de tirage située dans le hall du Centre Pierre-Péladeau. Les tirages se feront tous les vendredis, à 16h, jusqu'au 6 mai 2005. Les gagnants seront notifiés le lundi suivant.

Le journal *L'UQAM* publiera le nom des gagnants à chacune de ses parutions.

Le Groupe de recherche en écologie comportementale et animale (GRECA)

L'émergence d'une force de recherche en écologie comportementale à l'UQAM s'est concrétisée avec l'arrivée du professeur Luc-Alain Giraldeau, en 1999, suivie de celle d'Éric Lucas et de Pierre Drapeau, trois ans plus tard. À ce noyau s'est ajouté, en 2003, Denis Réale, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en écologie comportementale, faisant ainsi de l'UQAM et de Montréal un pôle de référence dans ce domaine.

Le Groupe de recherche en écologie comportementale et animale (GRECA) travaille sur des problématiques concernant la gestion des espèces nuisibles, la conservation et l'aménagement des espèces animales. La régulation des populations animales requiert non seulement l'étude des facteurs biotiques (les organismes biologiques) et abiotiques (les processus physiques ou chimiques) qui l'influencent, mais également celle du comportement animal.